

Les syndicats, charpentés organisés du mouvement, n'ont rien à perdre à l'échelon de tels comités de grèves ; au contraire, dans la lutte, les non-syndiqués élèveront leur niveau de conscience et comprendront la nécessité de s'organiser dans le syndicat pour poursuivre le combat. Les meilleurs militants syndicaux seront reconnus par les travailleurs en lutte, ceux qui n'ont pas la confiance des grévistes ne méritent pas de diriger le syndicat.

**En dehors des périodes de lutte**, le syndicat doit organiser des **assemblées du personnel**, assemblées d'information et de discussion, afin de renforcer ses liens avec les travailleurs et de répondre à leurs aspirations.

Le respect de la démocratie ouvrière et la reconnaissance du droit de tendance mettent à l'ordre du jour **LA FUSION SYNDICALE**, la constitution d'un **SYNDICAT UNIQUE** pour lequel nous militons.

L'unité au sommet entre bureaucraties syndicales, dans la mesure où elle ne débouche pas sur des propositions d'actions, est un carcan vide de sens.

Dans le pire des cas, les plate-formes unitaires aboutissent à des compromis qui se situent en-deça des revendications avancées auparavant. (Cf. l'accord CGT-CFDT de la rentrée 1970, qui n'a d'ailleurs jamais été discuté par les travailleurs.)

Dans les entreprises, nous devons proposer que **tous** les militants syndiqués assistent aux réunions inter-syndicales, que ces réunions leur soient ouvertes (comme ce fut le cas à Sud-Aviation à Toulouse)

**Pas de compromis secret au sommet !**  
**Pas d'unité au rabais !**

**C) Pour maintenir son caractère de masse, le syndicat ne peut se transformer ni en avant-garde politique, ni en courroie de transmission.**

1) Face à l'impasse politique du réformisme (social-démocrate ou stalinien), étant donné l'absence d'un Parti Révolutionnaire reconnu, la tentation est grande pour de jeunes militants forgés dans les luttes de Mai 68, de faire jouer au syndicat le rôle qui revient au Parti Révolutionnaire.

Le syndicalisme révolutionnaire méconnaît les rythmes de mobilisation de la classe ouvrière et fait jouer au syndicat le rôle d'une avant-garde politique, le vouant ainsi à se transformer en une minorité activiste coupée de la masse ouvrière.

2) Le syndicat ne peut être davantage une simple courroie de transmission ce que le PCF fait en pratique quoiqu'il en dise (cf. la condamnation des conceptions de Staline en la matière par L. Salini dans l'Humanité du 14/11/70).

Salini prétend que « en dehors du syndicat où le respect des statuts et des décisions communes ne peut être que scrupuleux, le travailleur peut avoir d'autres engagements librement et sans que l'on ait à lui en demander compte ».

Encore faut-il pour cela que les décisions dont il est question soient réellement des décisions **communes** ce qui n'est pas le cas, et surtout encore faudrait-il **appliquer réellement cette conception violée quotidiennement. Pourquoi notre camarade Hernot est-il écarté du syndicat depuis son adhésion à la Ligue Communiste?**

Pour nous, chaque militant politique a le droit de défendre dans le syndicat sa conception sur la façon de mener les luttes et de s'organiser en conséquence.

Mais le syndicat **en tant qu'organisation de masse** doit être indépendant du ou des partis politiques qui ne lui imposent pas leur ligne de conduite. C'est aux militants de conquérir l'audience des travailleurs par la justesse de leurs conceptions et par leur travail quotidien.

Encore une fois seul le respect du droit de tendance peut éviter la **soumission organisationnelle** du syndicat au parti. Les réformistes et les staliniens refusent ce droit et affirment ainsi leur volonté de maintenir leur tutelle politique sur le syndicat et sont le principal obstacle à la fusion syndicale à laquelle aspirent les travailleurs.

**D) Les révolutionnaires se battent dans le syndicat pour des revendications unifiantes**

Contrairement aux directions réformistes les militants révolutionnaires n'inventent pas les revendications (c'est la direction n CFDT qui est à l'origine de cette revendication troublante : le salaire binôme). Ils reprennent les mots d'ordre des secteurs les plus avancés de la classe ouvrière, ils les popularisent et luttent pour que le syndicat les généralisent.

1) **Sur les salaires**

Nous nous battons pour des **augmentations égales pour tous** que les travailleurs ont repris à leur compte lors des grandes grèves italiennes, et en France lors des grèves de Lacq, de Berliet, de Lang, de Perrier, des Nouvelles Galeries à St Etienne etc...

La direction du PCF en quête de voix pour sa démocratie avancée défend les augmentations en pourcentage favorables aux cadres. La voix d'un cadre s'achète plus cher que celle d'un ouvrier. Aussi elle divise les travailleurs.

La direction de la CFDT conçoit les augmentations uniformes dans le cadre de la gestion de la masse salariale, ce qui oppose ainsi les travailleurs les mieux payés à ceux qui le sont moins, divisant également à sa manière la classe ouvrière.

Nous militons au contraire pour des augmentations égales pour tous qui, sans léser les cadres moyens, les techniciens, etc., avantagent les bas salaires. Revendication **unifiante**, l'augmentation égale pour tous permet une mobilisation de masse.

Parallèlement, nous luttons pour le relèvement des bas salaires.

**-Pas de salaire de base inférieur à 1000f !**

**-Pas de revenu inférieur à 1000f pour les vieillards, les chômeurs, etc...**

Mais les travailleurs ont compris après Mai 68 que le patronat rattrape les augmentations accordées sous la pression des travailleurs en lutte par l'augmentation des prix, l'intensification des cadences et les licenciements.

C'est pourquoi, la revendication d'augmentation égale pour tous doit être liée à la propagande pour

**-l'échelle mobile des salaires**

Mais nous ne voulons pas n'importe quelle échelle mobile :

**-Le rattrapage des salaires doit commencer au premier jour de l'augmentation des prix : si l'augmentation commence en octobre, les salaires doivent être augmentés à partir d'octobre.**